



HAL
open science

Adieu au Bachkortostan ? La République autonome de Bachkirie en Fédération de Russie (1990-2004)

Xavier Le Torrivellec

► **To cite this version:**

Xavier Le Torrivellec. Adieu au Bachkortostan ? La République autonome de Bachkirie en Fédération de Russie (1990-2004). *Strates : Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, 2006, 12, pp.145-160. hal-00695526

HAL Id: hal-00695526

<https://hal.science/hal-00695526>

Submitted on 9 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Adieu au Bachkortostan ? La république autonome de Bachkirie en Fédération de Russie (1990-2004)

Qu'il soit " KGBiste " ou « Tchékiste néo-andropovien »¹, le président russe est souvent présenté sous les traits de son passé soviétique. Aujourd'hui, le thème réconfortant d'une Russie hors du temps est banalement réinvesti, qui débouche toujours sur les mêmes conclusions : son incapacité à accumuler de l'expérience historique condamnerait la Russie à l'éternel retour de nos fantômes, l'Empire, l'Idéologie, l'État.

Produits du narcissisme occidental, ces jugements n'expliquent rien de ce qui se passe en Russie. Depuis l'élection de V. Poutine, l'impression la plus immédiate est celle d'une vigoureuse reprise en main du destin historique du pays. Sous l'expression équivoque de " dictature de la loi ", le volontarisme politique s'est d'abord attaqué au désordre provoqué par l'asymétrie de la construction fédérale. Et se poursuit aujourd'hui un laborieux travail de mise en conformité des normes juridiques locales avec la Constitution russe. Les traités bilatéraux – signés dans les années 1993-94 entre la Fédération et la plupart de ses républiques nationales – sont révisés et le rôle dirigeant du centre fédéral est fréquemment réaffirmé.

Si ces constats en désappoient certains, c'est simplement que l'hypothèse historiciste de transition démocratique aura illusionné plus longtemps ses thuriféraires occidentaux que ses destinataires russes. Pour s'en persuader, il suffit de revenir un instant sur le regard que l'on pose en province sur la scène politique moscovite : à Oufa, les démocrates se félicitent des succès de V. Poutine ; ceux qui attendaient leur salut de Moscou approuvent les moyens dont se dotent l'État fédéral pour réduire l'autoritarisme du président bachkir. Loin d'un retour à une quelconque tradition impériale, l'actuel processus de rééquilibrage institutionnel s'apparente plutôt, en termes imagés, à une fusion du centre dans la périphérie. Après plus de dix ans de séparation, un rapprochement s'opère entre ces deux pôles et prend la forme d'un nouveau partage : non plus celui des compétences, mais celui des expériences. Débordé par les bouleversements socio-économiques qu'il a initiés, l'appareil chargé à Moscou de conduire le changement s'inspire des modèles locaux qui en sont restés maîtres. Pendant que S. Ivanov décrivait, en décembre 2001, le Tatarstan comme un " îlot de stabilité en Russie ", moult louanges étaient prodiguées sur les réussites de l'exemple bachkir de modernisation. Comment ne pas être frappé par la nouvelle coïncidence territoriale des discours et des pratiques étatistes ? La Russie semble enfin s'unifier sous l'effet d'un mouvement venu du centre et s'inspirant des réalités périphériques : la surveillance des médias, le contrôle de l'appareil industriel, la rhétorique nationale et jusqu'à l'économie de rente pétrolière... ces instruments repris aujourd'hui par l'État fédéral garantissent depuis une décennie déjà la survie du pouvoir politique bachkir.

Un détour par la province semble donc s'imposer pour saisir l'inactuel de l'actualité russe : nous reviendrons ici sur l'histoire politique de la république du Bachkortostan, des débuts de la *perestroïka* à la réélection de B. Eltsine. Prenant acte de la convergence entre centre et périphérie, nous tenterons de cerner les facteurs qui ont rendu plausible une telle évolution de l'Etat russe.

Le " pays des Bachkirs "

Située en Europe sur le versant occidental de l'Oural méridional, la Bachkirie est peut-être plus que toute autre région de Russie, une zone de contacts entre civilisations : porte d'entrée de la Sibérie, elle est à un millier de kilomètres de Moscou, peuplée de musulmans turcophones. Sa capitale, Oufa (1 097 mille habitants), majoritairement peuplée de Russes, connaît une rapide croissance démographique du fait de l'arrivée continue de populations tatares et bachkires. Le

¹ Françoise THOM, « Qui a peur de Vladimir Poutine ? », *Politique internationale*, N° 87, printemps 2000.

fleuve Oural, qui marque sa frontière avec l'*oblast* de Tcheliabinsk, servit jusqu'au milieu du 18^e siècle de ligne de défense contre les invasions nomades. Les profondes forêts de l'Oural laisse place au sud à un paysage de steppes, qui se prolonge par delà l'*oblast* d'Orenbourg et le Kazakhstan, jusqu'au cœur de l'Asie centrale. A l'ouest, la république bachkire possède une frontière établie en 1924 et toujours controversée avec le Tatarstan. Au nord, la rivière Kama est une zone frontalière à fort potentiel économique qui met en contact les républiques du Tatarstan, d'Oudmourtie, du Bachkortostan et l'*oblast* de Perm².

Ce positionnement géographique explique le caractère ethniquement hétérogène de la population : sur un territoire de 143 000 kilomètres carrés², une population de plus de quatre millions d'habitants³ se répartit entre Russes, Bachkirs, Tatars et une centaine de minorités (Tchouvaches, Oudmourtes, Allemands de la Volga...). Peuplées originellement de tribus nomades, les terres ouraliennes furent colonisées par les paysans russes après la conquête de la région au milieu du 16^e siècle. Pour les distinguer des Tatars de la Volga qui se réfugièrent parmi eux durant les 18^e et 19^e siècles, l'administration impériale accorda aux " Bachkirs " un statut social particulier doté de privilèges fonciers. Au début du 20^e siècle, l'identité ethnique qui s'était cristallisée avec les réformes de Stolypine permit aux premiers nationalistes bachkirs de contrer les projets pantürkistes des élites tatars. Avec l'arrivée des Bolcheviks, les Bachkirs furent reconnus, au même titre que les Tatars du Tatarstan, comme nationalité éponyme de leur république⁴. Exacerbée par la politique soviétique d'indigénisation, la rivalité entre Tatars et Bachkirs structure depuis les années 1970 le champ politique local. Au moment de l'effondrement de l'URSS, les élites républicaines utilisèrent la rhétorique ethnocentriste des mouvements nationaux pour légitimer l'existence du Bachkortostan à l'intérieur de la Fédération de Russie⁵. Et sous la présidence libérale de B. Eltsine, les nationalistes russes et tatars constituèrent, comme nous allons le voir, la seule opposition sérieuse au régime autoritaire du président bachkir.

Gorbatchev, le retour du politique

Lorsqu'en mars 1985, M. Gorbatchev est élu au poste de Secrétaire général du Comité central du PCUS⁶, la RSSA de Bachkirie⁷ se trouve encore sous la coupe de M. Šakirov, nommé Premier secrétaire en 1969 par L. Brejnev. Originaire du *rajon* [district] de Kušnarenkovo, au nord-ouest d'Oufa, entouré et soutenu par un puissant groupe de solidarité territoriale, ce fils d'un éminent intellectuel musulman⁸ exerce alors un pouvoir personnel quasi illimité à l'intérieur des frontières d'une république dont il passa l'essentiel de sa carrière à superviser l'intense industrialisation. Son cas est typique de ces " féodaux soviétiques " qui, après avoir participé à la révolte des appareils bureaucratiques contre N. Khrouchtchev en 1964, obtinrent au cours des années 1970 la stabilité - en termes de plans de carrières, de recrutement et de privilèges en tous genres - à laquelle ils aspiraient depuis l'époque stalinienne. L'enracinement local des bureaucraties favorisa le développement du clientélisme et d'un système de valeurs où la fidélité et le parrainage tendaient à primer sur la compétence et les principes idéologiques⁹. Une indépendance territoriale se dessine dès cette époque, qui offre aux technocrates républicains un réel pouvoir d'influence.

² A titre de comparaison, la Bachkirie est aussi étendu que le Tadjikistan, et plus étendu que la Grèce.

³ Avec 2,7 % de la population de la Fédération de Russie, il s'agit de la république la plus peuplée.

⁴ Par le décret du 20 mars 1919 le *Sovmarkom* crée la RSSA de Bachkirie. La RSSA tatar est proclamée le 27 mai 1920.

⁵ L'article 69 de la Constitution de la République du Bachkortostan stipule en effet que la souveraineté repose sur le " droit de la nation bachkire à l'autodétermination ".

⁶ Le Parti communiste d'Union soviétique.

⁷ La République socialiste soviétique autonome de Bachkirie était partie intégrante de la RSFSR, la République socialiste fédérative soviétique de Russie.

⁸ Linguiste et pédagogue, Zakir Šakirov, qui fit une partie de ses études à la célèbre *madrasa* réformiste Muhammadiya de Kazan, est devenu au début du 20^e siècle, directeur des écoles bachkires et tatars d'Oufa. Pour un aperçu des périodes antérieures de l'histoire de la Bachkirie, voir Xavier Le Torrivellec, " Entre steppes et stèles, Territoires et identités au Bachkortostan ", *Cahiers du Monde russe*, 41/2-3, avril-septembre 2000.

Parfois encouragée par Moscou¹⁰, l'autonomisation se renforce et prend une teinte de plus en plus ethno-nationale : en 1967, le Comité républicain du parti, l'*Obkom* fait élever à Oufa une immense statue de Salavat Julaev¹¹, devenu héros national bachkir ; et en 1977, les républiques d'URSS rejettent le projet de création de régions économiques dénuées de toute référence nationale¹². Alors que le principe ethno-territorial sert de plus en plus ouvertement de vecteur de légitimation à une élite bureaucratique en quête d'autonomie¹³, de nombreux travaux scientifiques, surtout ethnographiques et historiques, contribuent à historiciser un espace administratif appréhendé en termes ethniques¹⁴. En outre, de profondes évolutions socio-économiques travaillent le territoire bachkir de l'intérieur : à partir des années 1960, une nouvelle génération de cadres apparaît, au profil plus technocratique qu'idéologique. En lutte contre la partitocratie en place, cette nomenklatura économique pousse elle aussi à une territorialisation accrue du pouvoir. Souvent d'origine rurale et méridionale, ces cadres de l'industrie partagent une même vision volontariste de l'avenir : confrontés aux réalités quotidiennes de l'industrialisation, ils tendent à transformer les slogans idéologiques en points d'appui pour une modernisation localisée ; fidèles à un régime auquel ils doivent leur formation et leur carrière, ces ingénieurs se révéleront être les meilleurs garants de la continuité étatique.

Evoquer l'émergence à partir des années 1970 d'une " société civile ", c'est insister sur la constitution d'espaces sociaux et territoriaux de micro-autonomie¹⁵. Dans un contexte de forte urbanisation, le " consensus négatif " qui se dégage signale l'abandon progressif de l'idéologie comme principe régulateur de la vie collective. Soutenue par l'État-parti, celle-ci offre encore l'illusion d'une avancée consciente dans l'histoire. Mais, dès cette époque, la contradiction initiale du régime soviétique entre une idéologie internationaliste et l'irrédentisme des réalités nationales, se trouve dépassée par l'implantation d' " autocraties locales " ¹⁶ qui entreprennent de nationaliser le discours internationaliste.

Avec la *perestroïka*, lancée en avril 1985, une nouvelle équipe acquise aux réformes affermit son pouvoir contre la " vieille garde " brejnévienne. La défiance des nouveaux dirigeants de l'URSS à l'égard des régions se manifeste par un renouvellement massif des cadres républicains. Dans le cas bachkir, malgré une tentative de M. Šakirov de se maintenir en sacrifiant une partie de son entourage, le rapport de forces s'inverse en juin 1987, lors d'un plénum de l'*Obkom*. Reprenant les critiques qui s'accumulaient dans la presse moscovite, la résolution adoptée met directement en cause le style autoritaire du premier secrétaire. Il est démis de ses fonctions en même temps que les principaux responsables des organes chargés de l'idéologie, du recrutement

⁹ Voir Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique, De l'Empire russe à la Communauté des Etats indépendants 1900-1991*, Paris : PUF, 2001, p. 477.

¹⁰ La mise en place des *sovmarkhoz* dans les années 1960 fut suivie, au cours de la décennie suivante, d'une nouvelle expérimentation de pouvoirs régionaux : les *RAPO* (*Union agro-industrielle de district*). Voir Jean Radvanyi, *L'URSS en révolution*, Paris : Messidor/Éditions sociales, 1987, p. 126.

¹¹ Ce monument surgit au sommet de la colline qui surplombe la rivière Belaja lorsque le train de Moscou arrive à Oufa. Salavat Julaev prit part avec ses hommes au soulèvement de Pugačev en 1773-1775. Voir Boris Nolde, *La formation de l'Empire russe, études, notes et documents*, Paris, Institut d'Études slaves, 1952, tome premier, p. 233.

¹² Opposition qui n'est pas sans rappeler celle qui accueillit en 1921 le projet du Gosplan de *raionirovanie*. Voir Terry Martin, *The Affirmative Action Empire, Nations and Nationalism in Soviet Union, 1923-1939*, London : Cornell University Press, 2001, p. 34.

¹³ Le point culminant de cette politique indigène d'indigénisation est atteint en 1978 lorsque la langue tatare perd son statut de troisième langue officielle dans la nouvelle Constitution de la république bachkire. Voir Dmitry Gorenburg, " Identity change in Bashkortostan: Tatars into Bashkirs and back ", *Ethnic and Racial Studies*, 22, 1999, p. 23.

¹⁴ Le thème des révoltes bachkires, qui s'échelonnèrent du 16^e au 18^e siècles, est investi par l'historien bachkir I. G. Akmanov, voir *Baškirske voostanie 1735-1736 gg. (La révolte bachkire de 1735-1736)*, Oufa, 1977. Dans le domaine ethnographique, Raïl' G. Kuzeev propose en 1974 une synthèse des nombreuses études de terrain menées à partir des années 1960, en publiant une formalisation aboutie de l'histoire des peuples de l'Oural, voir *Proisshozhdenie baškirskego naroda (L'origine du peuple bachkir)*, Moscou, 1974.

¹⁵ Moshe Lewin, *La grande mutation soviétique*, Paris : La découverte, 1989.

¹⁶ Jean Radvanyi, *op.cit.*, p. 149.

des cadres et du maintien de l'ordre¹⁷. De manière préventive, les cadres locaux vont s'unir dans une stratégie de plus en plus affirmée de résistance au pouvoir central. Prenant la tête du mouvement, le nouveau Premier secrétaire du Parti, R. Habibullin - de nationalité bachkire, qui occupa de hautes responsabilités ministérielles à Moscou - sera le premier à poser la question du changement de statut pour la RSSA de Bachkirie.

La population locale assiste d'abord avec scepticisme à ces changements au sommet : le mot d'ordre de *glasnost* n'a pas eu à Oufa l'impact libérateur immédiat qu'il obtint à Moscou ou Leningrad. Il faut attendre l'année 1989 pour assister au niveau local à une prise de conscience de l'inéluctabilité des réformes et à l'apparition de nouvelles pratiques politiques : la faillite du Parti comme pilote du changement social approfondit alors la crise de l'avenir et consacre le passé comme source de compréhension pour le présent. L'un des facteurs décisifs de la politisation des couches les plus instruites de la population fut le besoin d'informations sur les conditions de vie. Les problèmes en matière d'écologie, d'approvisionnement alimentaire ainsi que la peur du chaos que représenterait un conflit interethnique... telles sont les principales préoccupations du nouvel électorat.

La conjoncture internationale renforce ce sentiment d'inquiétude et les craintes sont soudainement justifiées par une série de catastrophes : l'association locale des *zelenij* [les verts] voit le jour à la suite du plus grave accident ferroviaire qu'ait jamais connu l'URSS et qui endeuilla la république bachkire pendant plusieurs jours¹⁸. Entre autres succès, les écologistes obtiendront l'arrêt des travaux entamés en 1980 pour la construction d'une centrale nucléaire dans la région d'Aguidel, à la frontière avec le Tatarstan. L'agitation gagne également les universités. Les étudiants - en particulier ceux des facultés d'histoire et de droit de l'Université d'État bachkire - reprennent ironiquement le slogan de Lénine " Tout le pouvoir aux soviets " pour légitimer leurs revendications démocratiques¹⁹ et soutenir l'action du Komsomol²⁰. Meetings et réunions politiques deviennent le lot quotidien d'une partie de la jeunesse, acquise aux valeurs libérales et prête à participer au pouvoir. Un sentiment d'euphorie démocratique s'empare des esprits. Alors que les kolkhoziens sont toujours assujettis aux chefs de district²¹, les gens des villes dénoncent la nouvelle " langue de bois " et s'engagent activement dans les débats publics.

Phénomène que l'on observe partout en URSS, le développement de réseaux " informels " est le fruit d'une indéniable libéralisation du champ social. La société civile se détache progressivement des modes soviétiques d'expression politique. En 1987, la colère des habitants de Sterlitamak contre le projet de construction d'une usine chimique s'exprimait encore par des lettres adressées directement au Conseil des ministres d'URSS. De nouvelles modalités de participation apparaissent peu à peu : des comités d'usine, divers collectifs voient le jour sur la base de revendications concrètes ; plusieurs manifestations rassemblent des milliers de personnes dans les rues d'Oufa, et, le 11 octobre 1990, le Soviet suprême se retrouve pendant plusieurs heures littéralement pris en otage par la foule des manifestants. Pour ne pas rester à l'écart des changements, des juristes investissent les structures administratives et mettent leur précieux

¹⁷ Près de deux cents employés de la *milisja* et de la *prokuratura*, les services de police et de justice, seront condamnés, la plupart pour des faits d'emprisonnements arbitraires, faits qui s'étaient multipliés depuis 1986.

¹⁸ Le 5 juin 1989, près du village de Ulu-Teljak, deux trains, le régulier Novossibirsk-Adler et un train transportant du pétrole en provenance de Sibérie se croisent dans une dépression remplie de gaz naturel. On dénombra plus de 573 morts et 623 blessés.

¹⁹ Un cas parmi d'autres mais qui eut une résonance particulière fut au cours de l'hiver 1989, ce procès gagné par les étudiants de l'Institut de médecine contre leur recteur qui avait tenté d'instaurer un système d'amendes pour les étudiants absents aux cours.

²⁰ Plusieurs protagonistes importants du champ politique bachkir, notamment A. Arinin, S. Lavrentiev, R. Kadirov et R. Safin, ont débuté leurs activités sur les bancs du Komsomol.

²¹ La réforme de novembre 1989, en imposant à chaque soviet local de se doter d'un Présidium sur le modèle du Soviet suprême, a renforcé la concentration du pouvoir dans les villages.

savoir-faire au service du projet d'autonomisation territoriale. Leur rôle s'avérera décisif et mériterait une analyse approfondie dans le cadre d'une sociologie des élites soviétiques²².

En plein déclin, le Parti cherche à contrôler, à défaut de pouvoir les neutraliser, les bruyants mouvements sociaux qui menacent ce qui lui reste d'hégémonie. Après que le discours idéologique ait perdu dans les années 1970 sa capacité de persuasion, c'est au tour de l'horizon idéologique de s'effacer définitivement et d'emporter avec lui ce qui pouvait rester de confiance dans l'avenir. Un sentiment d'angoisse se développe quant aux conditions mêmes de l'existence collective. L'affirmation souverainiste du pouvoir bureaucratique local viendra y répondre, et remplir de sens ce vide creusé par la soudaine prise de conscience des dangers du présent.

Décidées au sommet, les réformes économiques censées s'appliquer sur l'ensemble du territoire de l'URSS compliquent la tâche des élites régionales, qui n'hésitent pas en retour à présenter Moscou comme l'unique responsable des malheurs de la population. L'externalisation de la cause des échecs permet de légitimer une exigence de repli territorial : en septembre 1989, lors d'un plénum du Comité central du Parti communiste d'URSS, R. Habibullin défend à nouveau la position des partisans d'un passage au statut de république de l'Union pour la RSSA de Bachkirie²³. Leur argumentaire est comparatif : le potentiel économique de la Bachkirie est largement supérieur à celui de nombreuses républiques de l'Union²⁴, or, soutiennent-ils, en termes de niveau de vie et d'infrastructures, elle se situe à un niveau très inférieur à la moyenne. Parce que plus de 90% des entreprises présentes à l'intérieur des frontières de la république relèvent d'une juridiction extraterritoriale - c'est-à-dire qu'elles dépendent soit de l'Union soviétique soit de la RSFSR - leurs profits sont très inégalement répartis au détriment des populations autochtones.

La demande bureaucratique d'autonomie économique va acquérir un caractère nettement politique à mesure que la question du destin de l'Union se fera plus pressante. Le désarroi des provinces croît avec le sentiment d'abandon qu'elles éprouvent : le pouvoir central et l'avenir tendent à se confondre dans une même figure de totale imprévisibilité. Libérés de toute contrainte idéologique, les témoins conscients de la crise du régime sont unanimes dans leur condamnation du " système administratif de commandement " - telle est alors la formule consacrée. La notion de patrimoine naturel et historique fait son apparition : pour préserver " son " territoire des méfaits de la " colonisation soviétique ", le conseil des Ministres, le *Sovmin* réclame à son tour les moyens d'une réelle auto-administration locale. Prônée initialement par les seules élites bureaucratiques, l'idée anti-centralisatrice de gestion autonome du territoire républicain va progressivement recueillir l'assentiment d'une part croissante de la population.

L'objectif déclaré des réformes politiques engagées par M. Gorbatchev était de restaurer dans la plénitude de leurs fonctions les institutions dépossédées par l'omnipotence du Parti. En novembre 1989, une révision de la Constitution bachkire de 1978 accorde au Soviet suprême des pouvoirs étendus et en fait l'organe prépondérant du nouvel État en formation. Détenteur unique du pouvoir législatif, il nomme le Premier ministre et les questions territoriales - notamment celle cruciale du tracé des frontières - relèvent désormais de sa seule compétence. Il se voit enfin reconnaître le droit de bloquer l'application des décrets fédéraux qui entreraient en contradiction avec les intérêts vitaux de la république autonome²⁵.

²² Le parcours biographique d'un personnage comme V. Samigullin est par exemple très instructif qui montre à la fois l'importance et le danger que représentait la matière juridique pour le régime. Professeur de droit à l'Université d'Etat bachkire, il fut élu député au Soviet suprême de Bachkirie en 1990, où il se rapprocha du *Kongress demokratičeskikh sil* [Congrès des forces démocratiques] - mouvement d'orientation libérale fondé par deux juristes. Invité à participer à la rédaction de la Constitution bachkire, V. Samigullin deviendra l'un des plus sûrs garants du nouvel ordre institutionnel.

²³ Voir l'article qu'il écrit à cette occasion et qui est publié le 1^{er} septembre 1989 dans la *Pravda*.

²⁴ Selon les chiffres officiels pour 1989, la Bachkirie occupait parmi les 73 régions de la RSFSR la septième place pour sa production industrielle et la troisième en ce qui concerne l'agriculture. Voir H. Barlybaeva, *Ekonomika Baškortostan* [L'économie du Bachkortostan], Oufa, 1998, p. 57.

²⁵ Dans un geste tout à fait révélateur de l'ordre des priorités de l'époque, sont désignés comme " vitaux " les intérêts " économiques, écologiques et sociaux ". Voir sur la réforme, V. K. Samigullin, *Konstitucionnoe razvitie Baškiri*

Avant que ne s'enclenche la “ parade des souverainetés ”, Moscou représente bien, en tant que double capitale fédérale – de l'Union et de la RSFSR – le point de référence face auquel peut s'affirmer un pouvoir étatique concurrent. Les turbulences de la fin de l'année 1989 favorisent le repli sur soi des entités fédérées. Les cadres républicains orientent de plus en plus leurs actions vers un espace intérieur défini par des frontières arborées comme des remparts. En décembre, le thème du changement de statut est placé au cœur de la campagne électorale des députés aux soviets locaux. A tous les niveaux, la république bachkire est traversée par une dynamique éminemment politique d'auto-institution : ce réflexe s'incarne au sommet dans l'énoncé performatif de la *suverenisatsja* [la quête de souveraineté] ; à la base, la société va se diviser, selon les critères ethnolinguistiques pertinents à l'époque, en communautés de destin préoccupées de reconnaissance publique. Leur coprésence pacifique témoigne de la fin de l'obsession idéologique de l'Un.

L'imaginaire ethno-territorial

Au moment où les États-nations d'Europe de l'Est se débarrassent de leur gangue communiste, la problématique nationale investit le champ politique des républiques d'URSS et influe en profondeur sur les configurations locales. Formalisée et concrétisée par la politique soviétique des nationalités, l'idée de territoire “ national ” est disponible comme ressource cognitive pour les acteurs locaux²⁶. Pour autant, l'impact des mouvements nationaux ne doit pas être surestimé : plusieurs éléments vont en effet à l'encontre de l'hypothèse communément admise d'un éclatement de l'URSS sous l'effet d'un “ réveil des nationalités ”.

Il est tout d'abord avéré que les organes républicains du Parti ont joué un rôle déterminant dans l'apparition des premiers clubs nationaux. Ce qui a pu apparaître comme le retour spontané à la chaleur des identités communautaires est largement le fait d'une froide instrumentalisation : après que le Centre public tatar, le TOC' [*Tatarskij Obšestvennyj Centr*] ait vu le jour en janvier 1989, R. Habibullin supervise lui-même, au mois d'août de la même année, la création du Centre “ Oural ” du peuple bachkir, le BNC [*Baškirkij Narodnyj Centr*]. Autre indice de cette stratégie de récupération : le club “ Amitié ” [*Drujba*] dont les statuts garantissaient l'indépendance, était en réalité financé par les syndicats locaux, c'est-à-dire en dernière instance par le Parti. D'autre part, la composition sociologique des cercles nationalistes laisse planer un doute sur le caractère massif et populaire des revendications ethnoculturelles qui fleurissent à l'époque. Plusieurs sondages ont révélé la confidentialité de ces groupes élitaires, qui recrutaient parmi une frange étroite de l'intelligentsia universitaire : en avril 1993, moins de 25 % des personnes interrogées parmi la population urbaine étaient capables de citer le nom de l'un d'entre eux²⁷. Enfin, les intérêts personnels comptaient pour beaucoup dans la radicalisation des discours nationalistes : les linguistes, historiens et ethnographes qui fondèrent et animèrent ces groupuscules, souhaitaient avant tout profiter des bénéfices de leur longue carrière au service de l'État soviétique. En termes de systèmes de valeurs et de normes de comportements, leur ressemblance était d'ailleurs frappante avec les membres de la bureaucratie locale : ils appartenaient à la même génération d'avant guerre et étaient animés d'une volonté commune d'occuper les premières places dans un cadre territorial restreint. Sources de prestige personnel et de profits institutionnels, leurs savoirs

[L'évolution constitutionnelle de la Bachkirie], Oufa : BKI, 1991, pp. 97-99.

²⁶ A l'époque soviétique, la nationalité était loin d'être une simple fiction légale : catégorie univoque dont l'État se servait pour redéfinir la complexité des identités antérieures (territoriales, claniques, tribales, religieuses), inscrite dans le passeport des citoyens soviétiques à partir des années 1930, la nationalité était le seul point de référence symbolique dans un monde largement anonyme. En outre, la doctrine du “ *sovetskii narod* ” [peuple soviétique] revenait à penser une “ nouvelle communauté historique ”, résultat d'un projet idéologique de citoyenneté unificatrice : l'État soviétique se concevait comme supranational, laissant aux républiques la prérogative de l'ethno-national.

²⁷ Voir M. Guboglo, “ Baškortostan i Tatarstan. Paralleli ètnopolitičeskogo razvitija ” [Bachkortostan et Tatarstan. Comparaison des évolutions ethno-politiques], *Issledovanija po prikladnoj i neotložnoj ètnologii*, N°77 (1994), p. 20.

se sont révélés très utiles pour établir un lien imaginé mais continu entre le passé lointain et l'histoire en train de se faire.

Loin d'avoir été populaires, spontanés et dénués d'arrière-pensées, les discours nationalistes ont néanmoins modelé le cours des événements. Lorsque les débats s'engagent sur la question complexe de l'autonomie, les protagonistes s'approprient la symbolique ethno-territoriale pour donner un contenu concret à des discussions souvent abstraites²⁸. Les anciennes rivalités historiographiques refont surface à l'occasion du choix des formulations juridiques de la souveraineté. L'histoire des migrations est mise en valeur par les nationalistes russes et tatars : insistant sur la diversité ethnolinguistique de la république, ils estiment que l'origine du pouvoir ne saurait résider que dans le “ peuple multinational du Bachkortostan ”²⁹. Au contraire, dans une perspective plus territoriale et soucieux d'ancrer leur Bachkirie “ éternelle ” dans la longue durée, les leaders du BNC restent convaincus que la souveraineté doit être l'expression vivante du droit des Bachkirs à l'autodétermination. Les partis en présence s'opposent avec virulence sur la question de la sélection des langues officielles du nouvel État : la langue tatare doit-elle être reconnue au même titre que le russe et le bachkir ? De plus en plus allergiques au radicalisme des nationalistes³⁰, les dirigeants locaux préfèrent s'en remettre à une intelligentsia académique plus modérée pour reformuler l'idée maîtresse de l'ethno-fédéralisme soviétique : un territoire pour une ethnie éponyme. Imposant le passé comme source d'inspiration pour le présent, l'approche substantialiste de l'ethnicité³¹ s'accordait à merveille avec une représentation conservatrice du politique comme instance ordonnatrice et restauratrice.

La souveraineté représentative

Symptôme d'une crise plus profonde, les clivages à l'intérieur du Parti se dessinent autour d'un même critère territorial : attaqué de toutes parts, le bureau de l'*Obkom* perd la confiance du *Gorkom*, le Comité municipal du Parti pour la ville d'Oufa, et présente sa démission collective le 10 février 1990. R. Habibullin est remplacé par I. Gorbunov, le Premier secrétaire d'un des quartiers de la capitale. Cet épisode s'inscrit dans une dynamique globale de reflux sur le local, sur ce qui est connu et qui rassure. A la différence de ce qui a pu se passer dans d'autres régions de Russie, les législatives de mars 1990 n'aboutissent pas à l'entrée massive de “ démocrates ” au Soviet suprême de la république bachkire. Le déroulement des élections est perturbé par la mainmise du Parti sur les zones rurales, où se multiplient les cas de candidatures uniques. Et parmi les 280 députés nouvellement élus, les directeurs de kolkhozes, les premiers secrétaires des districts ruraux et les cadres industriels se retrouvent largement majoritaires et ne tardent pas à se regrouper en puissants réseaux d'influence. Dès lors, l'attitude essentiellement défensive de la faible opposition

²⁸ La lecture du “ Sténogramme du Soviet suprême de la république de Bachkirie ” de l'époque est très instructive quant à l'évolution des systèmes de représentations.

²⁹ En mars 1990, les résultats du recensement de 1989 sont publiés : la population de la RSSA de Bachkirie se décompose en 22 % de Bachkirs, 29 % de Tatars et 40 % de Russes. Selon leurs représentants, les Bachkirs risquent d'être assimilés par des populations tatars également musulmanes, mais plus nombreuses et davantage urbanisées. De leur côté, ne reconnaissant pas de haute culture aux Bachkirs, les nationalistes tatars craignent de se retrouver politiquement dominés par des “ nomades ” : dans la résolution que le TOC adopte pour exprimer son soutien au projet de souveraineté, une condition est posée : voir assurer une représentation proportionnelle des nationalités au sein des organes de pouvoir républicains. Voir *Leninec* [Le Léniniste], 09-09-90.

³⁰ Alors que des conflits armés ensanglantent certaines républiques d'URSS, l'État bachkir réaffirme son rôle pacificateur : le 20 janvier 1990, *Sovetskaja Baškiriya* publie l'appel lancé aux peuples d'Azerbaïdjan et d'Arménie par les plus hautes instances de l'URSS.

³¹ Forcée par une longue tradition intellectuelle et théorisée par Staline, la lecture ontologique de la notion de *narodnost* [peuple] justifia la politique soviétique des nationalités avant d'être réactualisée par Youlian Bromley, directeur de l'Institut d'ethnographie de l'Académie des sciences d'URSS à partir de 1966. Centrée sur la catégorie d'*ethnos*, qu'il présente comme une réalité fondamentale et qu'il définit comme l'invariant qui se maintient à travers l'histoire, sa théorie est devenue la vulgate des disciplines historiques et ethnographiques de la science soviétique. Voir Frédéric Bertrand, *L'anthropologie soviétique des années 20-30, configuration d'une rupture*, Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 2002.

- composée d'une dizaine de membres des partis démocratiques de Russie et de quelques nationalistes locaux – contribue à faire du Soviet suprême le lieu d'expression du conservatisme.

C'est ainsi que le 6 avril 1990, Murtaza G. Rakhimov, inconnu en politique mais directeur d'une gigantesque raffinerie à Oufa³² est élu à la tête du Soviet suprême de Bachkirie grâce au soutien des *agraniki* et des *neftjaniki*, ces nomenklaturistes de l'agriculture et du pétrole. Avec une grande habileté politique, il s'engage personnellement dans la lutte pour l'autonomie économique de la république. Se plaçant sur le terrain des mesures concrètes, il cumule rapidement reconnaissance et autorité sur la scène politique régionale. Confronté à une grave catastrophe écologique peu de temps après son entrée en fonction³³, il court-circuite le pouvoir exécutif en recrutant les principaux activistes écologistes au sein d'une commission parlementaire. Bien que de portée surtout symbolique, la mesure est plébiscitée par les milliers d'habitants privés d'eau potable qui manifestaient quotidiennement pour dénoncer l'incompétence du *Sovmin*. Comment auraient-ils pu par la suite douter des bienfaits promis par la rhétorique souverainiste du nouveau leader parlementaire, cet homme pragmatique ?

Pendant ce temps, la politique menée par les autorités fédérales semblait ratifier un processus déjà largement entamé de délitement territorial. La loi du 26 avril 1990 sur " la délimitation des pouvoirs entre l'URSS et les sujets de la Fédération " vint renforcer les velléités séparatistes des républiques autonomes. La fracture qui s'élargit entre les deux centres fédéraux profite aux régions : manoeuvrant pour affaiblir le président soviétique, B. Eltsine, dans le discours qu'il prononce à Oufa le 3 août 1990, engage " le peuple bachkir, les autres peuples de Bachkirie, le Soviet suprême et le gouvernement de Bachkirie à prendre autant de pouvoir qu'ils pourraient en assumer " ³⁴. En pratiquant la surenchère verbale, le futur président russe confortait les forces centrifuges et favorisait une tendance durable de personnalisation des territoires : représentant la république bachkire lors des négociations qui s'ouvrirent peu de temps après sur l'avenir de l'Union, M. Rakhimov ne cessa de monopoliser la parole dans le dialogue bilatéral avec Moscou. Cumulant fonctions exécutives et législatives, le Présidium du Soviet suprême de Bachkirie devient la clé de voûte du nouveau système institutionnel après l'annonce en mars 1990 de la fin du rôle dirigeant du Parti communiste. Au soir du 11 octobre 1990, le Soviet suprême adoptait la déclaration de souveraineté de la république du Bachkortostan par 245 voix contre une³⁵.

Entre la fin de l'année 1990 et l'été suivant, le conflit s'envenime entre M. Gorbatchev et B. Eltsine³⁶. Comme dans la plupart des républiques, la Russie apparaît à Oufa à la fois plus proche et plus menaçante que l'abstraite Union des républiques soviétiques. C'est d'ailleurs cette Union moribonde que le Bachkortostan cherche à retenir en proclamant unilatéralement sa souveraineté. La révision constitutionnelle de décembre 1990 le démontre : on remplace la formule qui désignait jusqu'alors la Bachkirie comme " république autonome à l'intérieur de la RSFSR " par un constat qui ne fait plus référence à la Russie : le Bachkortostan est devenu un " État souverain ". La forte mobilisation des représentants de la majorité russe de Bachkirie est là pour en témoigner : face au risque d'une sécession effective de la république, ils prennent fermement position contre la souveraineté. Noyau dur de l'opposition à M. Rakhimov, le club

³² Né en 1934 dans un village du sud de la Bachkirie, entré tardivement au Parti, M. Rakhimov a inlassablement gravi tous les échelons de l'industrie pétrolière, de simple ouvrier à directeur de la raffinerie NPZ – *Neftpererabotjavajuščij zavod* [usine de transformation du pétrole] – qui employait plus de dix mille personnes.

³³ En avril 1990, un accident survint dans l'une des cinq raffineries d'Oufa provoquant une hausse spectaculaire du taux de phénol dans l'eau de la ville.

³⁴ *Sovetskaja Baškiriya*, 14-08-90.

³⁵ Un jeune banquier, R. Kadirov interpelle le président et dénonce sa façon peu démocratique d'orienter les débats. Faiblement soutenu, stigmatisé comme " banquier millionnaire " il est contraint au silence par ses collègues.

³⁶ Le 29 mai 1991, B. Eltsine est élu au suffrage universel direct président de la RSFSR.

national “ Rus’ ” dirigé par A. Arinin³⁷ et qui se définit comme mouvement de défense des intérêts de la population orthodoxe, ne sera légalisé qu’en mai 1992.

Au printemps de 1991, alors qu’à Oufa le Soviet suprême concrétise les rêves d’autonomie de son président, les tractations qui ont lieu autour de la signature du Traité de l’Union sont jugées inacceptables par une fraction non négligeable de la nomenklatura moscovite. Selon eux, un accord priverait le gouvernement soviétique de la maîtrise économique de son territoire. Le 20 août au matin, la radio bachkire diffuse une courte déclaration de M. Rakhimov : après avoir pris acte du coup d’état de la veille, il invite ses concitoyens à ne pas s’opposer au cours des événements³⁸. Après le retour de M. Gorbatchev, quelques députés municipaux et les milieux démocrates exigent la démission immédiate du Présidium³⁹. Mais l’épreuve de force se résout en leur défaveur lorsque les clubs nationaux prennent ouvertement position en faveur de M. Rakhimov. Les formations démocratiques sont marginalisées, plusieurs journaux sont fermés – parmi lesquels *Leninec*, qui se trouvait à la pointe de la contestation anti-bureaucratique – ou soumis à une censure discrète mais efficace. A l’automne de 1991, la victoire des forces souverainistes est totale. Elle annonce la poursuite de la politique de modernisation conservatrice⁴⁰ et le passage à une phase moins euphorique de l’histoire politique locale.

La clôture de l’espace interne

Le 25 décembre 1991, M. Gorbatchev met fin à ses fonctions de président d’une entité qui a *de facto* cessé d’exister. Avec l’évanouissement de l’URSS, la république du Bachkortostan se trouve comme amputée d’une moitié de sa souveraineté. Alors que s’engage une équivoque “ re-fédéralisation ”, les dirigeants républicains vont profiter de la question qui leur est posée d’une réinsertion dans un ensemble étatique russe qu’ils n’avaient pas l’impression d’avoir quitté, pour imposer la réalité de leur souveraineté nationale⁴¹. Un face à face avec la Russie de B. Eltsine est imposé à l’Etat bachkir par l’effacement de l’espace de légitimation soviétique. Le Soviet suprême reconnaît précipitamment les frontières existantes avec la Russie et déclare que la souveraineté du Bachkortostan n’empiète d’aucune manière sur celle de la Fédération de Russie. Les deux entités territoriales vont désormais s’affronter sur la question centrale du partage des compétences. Les autorités d’Oufa refusent de signer le traité fédéral qui leur est proposé et défendent le Tatarstan voisin dans sa lutte frontale avec Moscou⁴². Des négociations sont finalement engagées qui aboutissent, le 31 mars 1992, à la signature du Traité de la Fédération par M. Rakhimov. Le gouvernement bachkir obtient la propriété exclusive des terres, du potentiel industriel et des ressources naturelles situés sur son territoire. Des compétences propres lui sont reconnues en matières législative et judiciaire. Il se voit reconnaître également le droit d’établir des relations commerciales avec les pays étrangers.

Sur le plan interne, la consolidation de son pouvoir personnel renforce l’autoritarisme du régime de M. Rakhimov. En novembre 1992, le remplacement de son premier ministre, M. Mirgasjamov, affaibli par l’autonomisation économique de la république, par A. Kopssov – jusque-là directeur général de *Bachkirenergo*, consortium lié au complexe pétrochimique bachkir – marque une nouvelle étape dans l’ancrage autarcique du régime désormais incontesté de M. Rakhimov. Ce

³⁷ Il est alors député de la RSFSR. Né en 1955, il enseigne l’histoire de l’URSS à l’Université bachkire avant d’intégrer l’*Obkom*.

³⁸ Reprenant presque mot à mot les propos du nationaliste bachkir Zeki Velidi en décembre 1917, M. Rakhimov déclarait : “ Nous ne sommes ni pour les blancs, ni pour les rouges ”.

³⁹ Le 27 août, une manifestation est organisée par leurs soins à l’ombre de la statue de Lénine, sur l’avenue d’Octobre.

⁴⁰ Anatoli Vichnevski, *La faucille et le rouble, La modernisation conservatrice en URSS*, Paris : Gallimard, 2000.

⁴¹ Sur ce sujet, voir Marie Mendras, “ Réinventer l’Etat ”, dans l’ouvrage collectif qu’elle a dirigé, *Un Etat pour la Russie*, Paris : Complexe, 1992.

⁴² Jean-Robert Raviot, “ Identité régionale et identité nationale : l’émancipation politique du Tatarstan de juin 1988 au 21 mars 1992 ”, *Revue d’études comparatives Est-Ouest*, Vol. 24 N° 1 (1993).

dernier motive son refus de libéraliser la sphère économique et d'appliquer les réformes d'E. Gaïdar par le choix d'un passage progressif au système de marché. Tardives, les privatisations n'aboutiront qu'à renforcer la mainmise des factions régionales sur l'appareil de production. Le 25 avril 1993, la politique paternaliste du pouvoir local obtient un contreseing populaire : à la cinquième question, ajoutée au texte du référendum fédéral, 76 % des votants – et 88 % dans les campagnes - se prononcent en faveur de “ l'indépendance économique ” du Bachkortostan sur la base de l'établissement de “ relations contractuelles avec la Fédération de Russie ”. L'adhésion populaire à l'idéologie de la souveraineté va de pair avec l'orientation nettement conservatrice de l'électorat. Les forces d'opposition au Kremlin obtiennent la majorité absolue lors des élections de 1993 et de 1995 à la Douma : en décembre 1993, le Parti agrarien remporte 25 % des suffrages exprimés en Bachkirie, contre 15 % pour le PCFR - Parti communiste de la Fédération de Russie. En y ajoutant les 13 % obtenus par le PLDR - Parti libéral-démocrate de Russie - de V. Jirinovski, on obtient un total de 53 % contre 28 % pour les partis réformateurs. Cet écart se maintient aux élections suivantes, qui voient doubler le vote régional en faveur du PCFR. L'opposition libérale perd progressivement toute légitimité, ne trouvant finalement que peu d'arguments à opposer au pragmatisme d'un pouvoir protecteur. De leur côté, les mouvements nationaux sont bientôt réduits à de simples groupes de pression, qui laissent à l'intelligentsia académique la lourde tâche de concevoir une doctrine nationale pour la “ république multiethnique ” du Bachkortostan⁴³.

Pendant les journées décisives d'octobre 1993, M. Rakhimov penche nettement en faveur des “ insurgés ” du Parlement russe. Après que le Kremlin eut usé de la violence pour rétablir l'ordre, la décision est prise à Oufa, le 4 novembre 1993, de procéder rapidement à l'élection du président. Le seul concurrent à M. Rakhimov est R. Kadirov, dont la campagne autofinancée porte sur le thème libéral du combat anti-bureaucratique. Le 12 décembre 1993, M. Rakhimov est élu Président de la république du Bachkortostan avec 64% des voix contre 28,5%. Quelques jours plus tard, le journal *Ekonomika i my* [L'économie et nous] est interdit de diffusion sur le territoire républicain⁴⁴. Vient ensuite la mise au pas du trop remuant premier ministre, pourtant élu avec M. Rakhimov au Soviet de la Fédération. Soutenu par de puissants réseaux clientélistes, entouré d'hommes de confiance, le président prend en charge grâce aux ressources pétrolières, la modernisation socio-économique attendue par la population.

Adoptée le 24 décembre 1993, la Constitution de la république du Bachkortostan affermit les bases juridiques du pouvoir présidentiel et préserve l'homme fort du régime de toute contestation. Opposé à l'application sur le territoire qu'il contrôle du principe fédéral d'auto-administration locale, Rakhimov nomme lui-même les 54 chefs des districts de Bachkirie, qui désignent à leur tour leurs subalternes dans les villages. Sur le papier, la séparation des pouvoirs est assurée : le régime se dote d'un Parlement national, le *Kurultai*, composé d'une Chambre basse - appelée Chambre législative, *zakonodatel'noj palaty* - et d'une Chambre des représentants, *palaty predstavitelej*. Mais dans les faits, les 160 représentants – contre 40 députés à la Chambre basse – sont très majoritairement issus des rangs de l'administration territoriale. Privé d'autonomie législative, le Parlement n'est qu'un simple rouage de l'administration présidentielle. Le pouvoir centralisé et autoritaire du président impose un ordre fondé au moins autant sur l'autocensure des journalistes, que sur le pouvoir incontesté d'un appareil bureaucratique omniprésent.

L'affirmation du principe d'égalité des sujets de la fédération dans la Constitution russe du 12 décembre 1993 est interprétée à Oufa comme le souhait du Kremlin de remettre en cause le statut privilégié des républiques nationales. Le mécontentement des élites locales est relayé par de

⁴³ Adapté au nouveau contexte, le thème de l'amitié entre les peuples fait toujours florès. Dénoncée par les opposants politiques à M. Rakhimov, la “ bachkirisation ” des élites est l'héritière directe de la politique soviétique de *korenizacija* [indigénisation]. Et dès la fin des années 1970, les familles tatars furent nombreuses à se plaindre de l'obligation faite à leurs enfants d'apprendre le “ dialecte ” bachkir. Voir l'ouvrage récapitulatif de B. H. Juldašbaev, *Novejšaja istorija Bachkortostana* [Histoire contemporaine du Bachkortostan], Oufa, 1995.

⁴⁴ Dirigé par R. Kadirov, ce journal d'opposition sera remplacé par *Otečestvo* [La patrie] d'A. Arinin, et *Včernij Neftekamsk* [Neftekamsk soir], qui prendront la relève avant d'être à leur tour interdits. En 1996, la banque *Vostok* se verra retirer sa licence d'exploitation.

nombreux intellectuels qui n'hésitent pas à condamner le " poison du nationalisme grand-russe ". Cédant à la pression, B. Eltsine engage des négociations bilatérales qui aboutissent finalement à conforter la réalité asymétrique de la structure fédérale. Forte de son potentiel économique, la république du Bachkortostan obtient des garanties supplémentaires d'autonomie lors de la signature, le 4 août 1994, d'un traité sur le partage des compétences. A compter de cette date, les relations qui s'améliorent entre les deux présidents prennent la forme d'un échange de services : un soutien populaire sans faille au Kremlin contre la non-ingérence dans les affaires intérieures⁴⁵. En juin 1996, c'est avec stupeur que M. Rakhimov prend connaissance des résultats du premier tour des présidentielles russes en Bachkirie. Lors du second tour, le pourcentage exigé est atteint avec 51% des voix en faveur de B. Eltsine contre 43 % pour son rival G. Ziuganov⁴⁶.

L'actuel rapprochement du centre fédéral avec sa périphérie ne saurait se comprendre hors de cet arrière-plan historique d'un État bachkir affirmant sa souveraineté au moment où disparaissait l'entité soviétique qui lui avait donné naissance. Lors de cette séparation forcée, le cadre ethno-territorial soviétique fut le seul recours possible pour des élites locales en quête d'autonomie : le Bachkortostan s'est affirmé face à la Russie sur la base d'une légitimité ethnique et l'autoritarisme du président bachkir s'est déployé contre les incertitudes du libéralisme russe. Assurée par la mainmise politique et les succès économiques de la région, la stabilité du régime bureaucratique de M. Rakhimov est depuis peu remise en cause par l'avancée du processus de modernisation. S'étant longtemps satisfaite d'un pouvoir paternaliste, la population de Bachkirie commence à exiger davantage de libertés politiques. À Oufa, l'apprentissage du pluralisme par l'ethnicité a donné ses premiers résultats : en décembre 2003, Murtaza Rakhimov fut réélu à son poste de président, mais seulement au second tour d'élections qui furent effectivement concurrentielles. Les résultats du recensement de 2002 sont encore plus révélateurs du processus de libéralisation en cours : l'augmentation de la part relative des Bachkirs indique un net affaiblissement des identifications ethniques, au profit d'une logique territoriale de choix identitaire⁴⁷. Après avoir joué leur rôle, les divisions ethniques sont dépassées par l'évolution individualiste d'une société ouverte. En se propageant, la citoyenneté russe [*rossijskij*] unifie un territoire menacé d'éclatement par la libéralisation des années 1990. Elu pour s'opposer au séparatisme tchétchène, V. Poutine répond à une exigence sociale d'unité nationale. Prenant acte de la dérive autoritaire des régions et de la perte de légitimité des républiques nationales, le projet présidentiel de retour à l'ordre territorial n'a rien d'impérial. Dans une ultime tentative pour rattraper une société dynamique et qui n'a plus guère confiance en lui, l'Etat multiethnique de Russie s'est lancé un défi colossal : devenir l'Etat-nation de tous les citoyens de Russie. Parions qu'après la décision récente du président russe de superviser l'élection des gouverneurs, la prochaine étape sera la suppression des républiques nationales. Les citoyens russes de Bachkirie y semblent disposés, qui manifestent en ce moment à Oufa en brandissant des drapeaux oranges⁴⁸ pour exiger le départ du président bachkir.

Paris, le 25 avril 2005

⁴⁵ Jean-Robert Raviot propose de voir dans la construction de la souveraineté tatare l'institutionnalisation d'un ancien rapport de marchandages avec Moscou. Voir Jean-Robert Raviot, " Le Tatarstan au cœur de la construction fédérale en Russie : l'invention de la souveraineté-association ", in S. A. Dudoignon, D. Is'haqov, R. Mōhāmmātshin, eds, *L'Islam de Russie, Conscience communautaire et autonomie politique chez les Tatars de la Volga et de l'Oural, depuis le 18e siècle*, Paris : Maisonneuve et Larose, 1997, p. 307.

⁴⁶ Voir à ce propos, Marie Mendras, " Le réveil politique des provinces ", in *Russie, le gouvernement des provinces*, sous la direction de Marie Mendras, Genève : CRES, 1997, pp. 40-41

⁴⁷ Les résultats officiels indiquent 29,75% de Bachkirs, 36,32% de Russes et 24,13% de Tatars. Voir Xavier Le Torrivellec, « Le crépuscule des ethnies, Identités et politique : le recensement russe de 2002 en République du Bachkortostan », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2003, vol. 34, N° 4, pp. 29-58.

⁴⁸ Au moment de clore cet article, des manifestations ont lieu à Oufa qui réunissent autour des mouvements d'opposition de nombreux habitants d'Oufa. Voir *Le Monde*, lundi 11 avril 2005.